

## Le Premier Ministre de la France : Michel Barnier

Michel Barnier est le fils de Jean Barnier, patron d'une petite entreprise industrielle de [gainerie](#)<sup>1,2</sup>, [savoyard](#) et [franc-maçon](#), et de son épouse, **Denise Durand**, une [catholique de gauche](#) pratiquante<sup>3,4</sup> à l'origine d'une section en Haute-Savoie pour la [Ligue contre la violence routière](#). Il est le benjamin d'une fratrie de trois garçons<sup>5,6</sup>.

En janvier 1982, il épouse Isabelle Altmayer, [avocate](#). De 2007 à 2010, elle est [chargée de mission](#) auprès de [Roselyne Bachelot](#) quand Michel Barnier est [ministre de l'Agriculture et de la Pêche](#). Depuis 2016, elle est responsable de la communication et de la recherche de fonds pour la [fondation « La Vie au Grand Air »](#), spécialisée dans la [protection de l'enfance](#)<sup>7</sup>. Elle est, par ailleurs, l'arrière-petite-fille du général [Victor Altmayer](#)<sup>8</sup>, la petite-fille du général [René Altmayer](#)<sup>8</sup> et la sœur des producteurs [Éric et Nicolas Altmayer](#)<sup>9</sup>.

Le couple a trois enfants. L'aîné, Nicolas Barnier, est engagé en politique. En 2017, il est [collaborateur parlementaire](#) de [Grégory Besson-Moreau](#), député [La République en marche](#). En 2019, il se présente sans succès aux [élections européennes en Belgique](#) pour le parti [Mouvement réformateur](#) (libéraux francophones) avec le soutien d'[Emmanuel Macron](#)<sup>10,11</sup>. En 2021, il est chargé de mission à la [présidence du Sénat](#)<sup>12,7</sup>.

### Formation

Après des études secondaires au lycée Jean-Moulin d'[Albertville](#) puis au [lycée du Parc](#) à [Lyon](#), Michel Barnier fait ses études supérieures à l'[École supérieure de commerce de Paris](#), dont il sort diplômé en 1972 (dans la même promotion que [Jean-Pierre Raffarin](#))<sup>13</sup>. Durant ses études à Paris, Michel Barnier est

membre de la [Conférence Olivaint14,15](#).

# Parcours politique

## Débuts et ascension

Michel Barnier se consacre ensuite à la politique, après avoir adhéré dès l'adolescence à l'[UDR](#), le parti gaulliste, et été jeune cadre de l'[Union des jeunes pour le progrès13](#). Il est successivement chargé de mission au cabinet de [Robert Poujade](#), ministre de l'Environnement (1973-1974), conseiller général de [Savoie](#) pour le [canton de Bourg-Saint-Maurice](#) (1973-1999) — « plus jeune conseiller général de France à 22 ans »[13](#) —, chargé de mission au cabinet de [Pierre Mazeaud](#), secrétaire d'État chargé de la Jeunesse et des Sports (1974-1976), conseiller technique au cabinet d'[Antoine Rufenacht](#), secrétaire d'État auprès du Premier ministre (1976-1977), puis secrétaire d'État au Commerce et à l'Artisanat (1977-1978).

Il est élu député de la Savoie à l'issue des [élections législatives de 1978](#). À 27 ans, il est le [plus jeune député de l'Assemblée nationale13](#). En décembre 1981, il fait partie, avec notamment [Jacques Chirac](#), [Philippe Séguin](#), [Michel Debré](#), [Maurice Couve de Murville](#), [Jean-Claude Gaudin](#), [Jacques Chaban-Delmas](#), [Jean-Pierre Soisson](#), [François Léotard](#) et [François Fillon16](#), des 155 députés qui votent contre l'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 331 du Code pénal réprimant toute relation homosexuelle avec un mineur (par exception à la disposition générale qui n'interdit les relations sexuelles qu'avec mineur de moins de 15 ans)[17,18](#). En revanche, le 18 septembre 1981, il fait partie des députés de droite qui rompent la discipline de groupe et votent en faveur de l'[abolition de la peine de mort19](#). Le 10 décembre 1982, il vote contre le [projet de loi prévoyant le remboursement de l'IVG par la Sécurité Sociale20](#).

En 1982, afin de reprendre le [conseil général de la Savoie](#) à la gauche, une entente politique prenant le nom d'[Union pour la Savoie](#) entre la droite et le centre est passée, sous l'égide, entre autres, de Michel Barnier, et procède à la distribution des investitures aux cantonales. Il devient alors le plus jeune président de conseil général de l'histoire de la Savoie[13](#).

Dès son élection à la présidence du conseil général, en mars 1982, Michel Barnier

s'engage avec le triple champion olympique [Jean-Claude Killy](#) dans la candidature et l'organisation des [XVI<sup>e</sup> Jeux olympiques d'Albertville et de la Savoie](#), qui ont lieu en 1992.

En 1995, alors qu'il est au gouvernement, il est élu sénateur de la Savoie. Il est réélu en 1997 et quitte le Sénat après sa nomination comme commissaire européen en 1999<sup>21</sup>.

## Premières responsabilités ministérielles

### Ministre de l'Environnement

Attentif aux questions écologiques, Michel Barnier engage dès 1986 une politique de [protection de l'environnement en Savoie](#) et publie le rapport parlementaire *Chacun pour tous et cent propositions pour l'environnement* (éditions Stock, 1990). Il est nommé [ministre de l'Environnement](#) du [gouvernement Édouard Balladur](#) en mars 1993, et fait voter entre autres la [loi Barnier](#), qui comprend notamment la création de la [Commission nationale du débat public](#) pour les grands projets d'infrastructures et instaure le début du [principe de précaution](#). Cette loi institue également une fiscalité écologique, la [taxe Barnier](#), afin de faire participer les passagers de transport maritime à la protection d'espaces protégés<sup>22</sup>.

### Ministre délégué aux Affaires européennes

Michel Barnier soutient [Édouard Balladur](#) lors de la [campagne présidentielle de 1995](#), [Jacques Chirac](#) vainqueur de l'élection le nomme malgré tout dans son gouvernement<sup>13</sup>. La construction européenne, autre engagement fort de sa carrière, le conduit au ministère délégué aux Affaires européennes de 1995 à 1997. À ce titre, il est le chef de la délégation française pour la négociation du [traité d'Amsterdam](#)<sup>23</sup>. Michel Barnier s'attache alors, au sein du gouvernement, à deux priorités : la présence française dans tous les pays d'Europe centrale, orientale et balte et l'explication de l'Europe aux citoyens<sup>24</sup>.

## Commissaire européen



Michel Barnier en 1999.

Nommé [commissaire européen](#) le 16 septembre 1999, il a la responsabilité d'animer la politique régionale et de cohésion et est chargé, par ailleurs, de la réforme des institutions et de la Convention européenne sur l'avenir de l'Union. Lors du [Conseil européen de Laeken](#), le 14 décembre 2001, il est désigné avec son collègue [António Vitorino](#) pour représenter la Commission au sein du Présidium de la Convention sur l'avenir de l'Union présidée par [Valéry Giscard d'Estaing](#). La Convention s'est fixé pour objectif d'élaborer une proposition de constitution pour l'Union européenne, « la plus simple et lisible possible », qui lui permette de répondre aux enjeux de l'élargissement tout en renforçant sa dimension politique. C'est dans ce cadre que Michel Barnier se voit confier la présidence du groupe de travail sur la défense européenne.

En 2003, il fonde un club politique nommé « Nouvelle République », dont l'objectif est de faire dialoguer entre eux les décideurs politiques, les chefs d'entreprises et les membres de la société civile de tous bords et d'ouvrir le débat français aux idées européennes et internationales.

## **Retour au gouvernement français**

### **Ministre des Affaires étrangères**

Il est nommé ministre des Affaires étrangères dans le [troisième gouvernement de Jean-Pierre Raffarin](#) le 31 mars 2004, lors du remaniement après la défaite de la droite aux [élections régionales des 21 et 28 mars](#).

L'enlèvement de deux journalistes, [Christian Chesnot](#) et [Georges Malbrunot](#), par un groupe terroriste en [Irak](#), le conduit dans les pays du [Proche-Orient](#) en août - septembre 2004, pour conduire, avec les services de l'État, les négociations afin d'obtenir leur libération qui a lieu après 124 jours de captivité, le 21 décembre 2004. En tant que ministre des Affaires étrangères, il est également impliqué dans l'action diplomatique française visant la libération de [Florence Aubenas](#). Celle-ci est libérée après 157 jours de captivité.

Non reconduit dans le [gouvernement Dominique de Villepin](#) en 2005, il est nommé au [Conseil d'État](#) à compter du 15 septembre 2005, au tour extérieur par décret du 23 juillet 2005.

## Ministre de l'Agriculture



Michel Barnier et [Colin Powell](#) en 2004.

En février 2006, il devient vice-président du groupe Mérieux Alliance (holding regroupant un ensemble de sociétés dans le domaine de la biologie). Aux côtés d'[Alain Mérieux](#), il est chargé d'animer les relations avec les grands organismes de santé internationaux, les instances économiques et financières, les acteurs du développement mondial. Il quitte ses fonctions en juin 2007, lors de son retour au gouvernement.

En 2006, Michel Barnier est également conseiller spécial du président de la [Commission européenne](#), [José Manuel Durão Barroso](#). Il présente le 9 mai 2006 au Conseil européen un rapport proposant la création d'une force européenne de protection civile<sup>25</sup>.

Il est membre du [groupe Amato](#), qui permet de rédiger un projet modificatif du [traité de Lisbonne](#) jusqu'au 4 juin 2007.

Devenu le 6 mars 2006 conseiller politique de l'UMP, il se rapproche de [Nicolas Sarkozy](#) et lui apporte son soutien lors de la campagne pour l'[élection présidentielle de 2007](#).

Le 19 juin 2007, il est nommé, à la suite des [élections législatives de 2002](#), ministre de l'Agriculture et de la Pêche du [deuxième gouvernement François Fillon](#).

Il est également vice-président du [Parti populaire européen](#). Il est réélu à cette fonction fin octobre 2012 avec l'Irlandaise [Lucinda Creighton](#).

## Nouvelles responsabilités européennes

### Député européen

Le 2 novembre 2007, il annonce qu'il sera candidat aux [élections européennes de 2009](#), et le 24 janvier 2009, le conseil national de l'[UMP](#) le désigne comme tête de liste pour la [circonscription Île-de-France](#), avec [Rachida Dati](#) en deuxième position sur sa liste. Celle-ci arrive en tête en réunissant 29,60 % des voix<sup>26</sup>. Après son élection comme [député européen](#), il devient président de la délégation française au groupe du [Parti populaire européen](#).

### Commissaire européen au marché intérieur



Michel Barnier et [Angela Merkel](#) en 2009.

De 2010 à 2014, il est [commissaire européen](#) au Marché intérieur et aux Services.

Il est candidat à la candidature au sein du [Parti populaire européen](#) afin de mener la liste du parti aux [élections européennes de 2014](#) et donc de briguer le poste de [président de la Commission européenne](#) en cas de victoire. Il est toutefois battu par l'ancien [Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker](#)<sup>27</sup>. Peu après sort l'ouvrage *Se reposer ou être libre*, qui décline le projet européen qu'il avait prévu en cas de victoire, puis il se déclare en octobre 2014 candidat pour être tête de liste UMP lors des élections régionales dans la future [Auvergne-Rhône-Alpes](#) en décembre 2015<sup>28</sup>. Le 5 février 2015, c'est finalement [Laurent Wauquiez](#), secrétaire général de l'UMP, qui lui est préféré par la commission d'investiture du parti<sup>29</sup>. Il soutient [Bruno Le Maire](#) pour la [primaire française de](#)

[la droite et du centre de 201630.](#)

## **Conseiller spécial européen**

En février 2015, il est nommé par [Jean-Claude Juncker](#) conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité auprès de la [Commission européenne](#). Le 27 juillet 2016, Jean-Claude Juncker le nomme négociateur en chef responsable du groupe de travail de la Commission chargé de la préparation et de la conduite des négociations avec le [Royaume-Uni](#) au titre de l'[article 50 du traité sur l'Union européenne](#). Au vu des résultats du [référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne](#), Michel Barnier est chargé de préparer et diriger les négociations sur les conditions du [retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne](#). Il entre en fonctions le 1<sup>er</sup> octobre 2016[31](#). Il ambitionne à nouveau de briguer la fonction de président de la Commission européenne[32](#).

En 2016, la juge d'instruction française Sabine Kheris demande le renvoi devant la [Cour de justice de la République](#) de Michel Barnier, [Dominique de Villepin](#) et [Michèle Alliot-Marie](#). Anciens ministres, ils sont suspectés d'avoir permis l'exfiltration des mercenaires responsables de l'attaque contre le [camp de Bouaké en 2004](#), faisant neuf morts parmi les soldats français. L'opération aurait visé à justifier une opération de riposte contre le gouvernement de [Laurent Gbagbo](#) dans le cadre de la crise en Côte d'Ivoire de 2004[33](#). Le 22 mars 2019, la commission des requêtes de la Cour de justice de la République rend son avis indiquant l'abandon des poursuites, rien ne montrant, après enquête, l'implication des anciens ministres[34](#).

Au cours de l'année 2019, Michel Barnier est pressenti au sein de [La République en marche](#) pour la [présidence de la Commission européenne](#), mais la fonction revient finalement à l'Allemande [Ursula von der Leyen](#)[35](#). Après l'échec de la candidature de [Sylvie Goulard](#), proposée par [Emmanuel Macron](#), le secrétaire général de la présidence de la République française, [Alexis Kohler](#), propose à Michel Barnier de redevenir commissaire européen à la condition qu'il quitte le PPE pour adhérer à [Renew Europe](#), mais ce dernier décline l'offre[36,37](#).

## **Négociateur de l'Union européenne lors du Brexit**



Michel Barnier lors du vote du [Parlement européen](#) sur l'[accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne](#), le 29 janvier 2020.

Le 17 octobre 2019, à l'approche du Brexit, Michel Barnier est nommé pour un an à la fonction de représentant de l'UE chargé de la future relation avec le Royaume-Uni. Il est dans le même temps pressenti pour devenir commissaire européen mais [Ursula von der Leyen](#) se montre réticente à cette idée en raison de son poids politique et [Emmanuel Macron](#) du fait de son appartenance au PPE<sup>38</sup>.

## Candidature au congrès des Républicains de 2021

Articles détaillés : [Congrès des Républicains de 2021](#) et [Élection présidentielle française de 2022](#).

À partir de début 2021, il manifeste des ambitions pour la [présidence de la République française](#). Dans cette perspective, il s'entoure d'[Arnaud de Montlaur](#) ancien tradeur qui a supervisé le financement de la campagne de François Fillon, pour la levée des fonds auprès de donateurs<sup>39,40</sup>. Il fonde et prend la présidence d'un cercle de réflexion, nommé « Patriotes et européens », réunissant une quarantaine de députés et sénateurs LR pour réfléchir aux enjeux de souveraineté, économique notamment<sup>41</sup>. *Le Canard enchaîné* affirme qu'il approche des personnalités de droite afin de leur proposer des ministères au sein de son gouvernement en échange de leur soutien, offrant notamment à [François Baroin](#) la fonction de Premier ministre<sup>42</sup>. Le 26 août 2021, au *JT de 20 heures* de [TF1](#), il annonce être candidat à l'[élection présidentielle de 2022](#)<sup>43</sup>.

Il souhaite notamment un [moratoire](#) de trois à cinq ans sur l'immigration dans l'Union européenne, à l'exception des étudiants et des demandeurs d'asile, pour pouvoir étudier les problèmes liés à l'immigration en France<sup>44</sup>. En mai 2021, il publie l'ouvrage *La Grande Illusion : journal secret du Brexit (2016-2021)*, qui retrace les négociations qu'il a menées en tant que négociateur en chef de l'UE lors du Brexit<sup>45</sup> ; la même année, le livre est traduit en anglais et en espagnol<sup>46</sup>.

En septembre, il prône une « souveraineté juridique » de la France<sup>47</sup>, un « bouclier constitutionnel » temporaire sur les questions de migrations, afin d'éviter que les dirigeants français ne soient « menacés en permanence d'un arrêt ou d'une condamnation de la [Cour de justice européenne](#) ou de la [Convention des droits de l'homme](#), ou d'une interprétation de notre propre institution judiciaire », ce qui selon [Le Monde](#) constitue une mise en cause des fondements de l'Union européenne<sup>48,49</sup>. Il affirme qu'en matière d'immigration « si on ne change rien, il y aura d'autres Brexit »<sup>50</sup>. Il propose de « stopper immédiatement les régularisations, limiter rigoureusement le regroupement familial, réduire l'accueil des étudiants étrangers et l'exécution systématique de la double peine »<sup>51</sup>. Il se déclare favorable à l'interdiction du [voile](#) dans l'espace public et dans les universités<sup>52</sup>. Concernant les questions économiques, il propose « une baisse des taxes pour les entreprises qui produisent en France » et la création d'« un Fond national souverain et le doublement des crédits de la recherche pour soutenir les secteurs stratégiques ». Il souhaite également « une baisse des [cotisations](#) sur les salaires Intermédiaires, entre 1,6 et 2,6 [Smics](#) » et « la suppression de toutes les charges pendant 3 ans pour le premier emploi d'un jeune »<sup>53</sup>. Par ailleurs, il prône l'augmentation de l'[âge de la retraite](#) de 62 à 65 ans, l'augmentation de la [durée hebdomadaire du temps de travail](#) et l'instauration d'une aide sociale unique remplaçant les aides sociales et conditionnée à une disponibilité du bénéficiaire, notamment pour « effectuer des activités utiles à la collectivité ou en entreprise »<sup>51</sup>.

En novembre 2021, s'il reste derrière [Xavier Bertrand](#) et [Valérie Pécresse](#) dans les [intentions de vote pour la présidentielle](#) avec environ 10 % des voix au premier tour, il est celui qui collecte le plus de signatures d'élus LR en vue du [congrès du parti](#). Contrairement à ses deux principaux concurrents, il bénéficie du fait de n'avoir jamais quitté LR, en proie à des difficultés électorales<sup>54</sup>. Au premier tour du congrès LR, le 2 décembre, il arrive en troisième position avec 23,93 % des voix, derrière [Éric Ciotti](#) (25,59 %) et Valérie Pécresse (25,00 %). En vue du second tour, il appelle à voter pour Valérie Pécresse<sup>55</sup>. Après la victoire de cette dernière (60,95 %), il devient son conseiller international<sup>56</sup>. Le 10 avril 2022, Valérie Pécresse est éliminée au premier tour de l'élection présidentielle en obtenant seulement 4,78 % des suffrages exprimés soit le plus faible score réalisé par la droite traditionnelle lors d'un [tel scrutin](#) sous la [V<sup>e</sup> république](#)<sup>57</sup>. Le lendemain, Michel Barnier affirme au micro de [France Inter](#) qu'il votera « pour [Emmanuel Macron](#) sans état d'âme » au

second tour<sup>58</sup>, ne se reconnaissant pas dans les thèses de l'extrême droite<sup>59</sup>.

## Premier ministre

Le 5 septembre 2024, Michel Barnier est nommé [Premier ministre](#) par le [président de la République](#), [Emmanuel Macron](#), succédant à [Gabriel Attal](#), démissionnaire depuis le 8 juillet précédent<sup>60,61,62</sup>. Cette nomination fait suite aux [élections législatives anticipées de juin et juillet 2024](#), consécutives à la [dissolution parlementaire](#) décrétée par Macron, après la défaite de son camp et la victoire du [Rassemblement national](#) aux [élections européennes de juin](#).

Le [Nouveau Front populaire](#) dénonce une « crise de régime » et appelle à respecter le résultat des élections législatives<sup>63</sup>. Le [Rassemblement national](#) déclare pour sa part ne pas s'opposer dans l'immédiat à la nomination de Michel Barnier, assurant qu'il jugerait « sur pièces » son discours de politique générale<sup>64</sup>.

source : wikipedia

photo :

|   |  |
|---|--|
| EPP Political Assembly, 04-05 May, Munich |  |
| Date                                      | 4 May 2023, 15:55  |
| Source                                    | <a href="#">EPP Political Assembly, 04-05 May, Munich</a>  |
| Author                                    | <a href="#">European People's Party</a>  |
| Other versions                            | <br>This file has been <b>extracted</b> from another file<br>: <a href="#">EPP Political Assembly, 04-05 May, Munich (52870258910).jpg</a><br> |